

INITIATIVE DE CHRETIENS POUR L'EUROPE (IXE)

APPEL LANCE AUX CITOYENS EUROPEENS A L'OCCASION DES ELECTIONS EUROPEENNES DE JUIN 2009

Surmonter la crise et les défis des temps actuels grâce à une Europe plus unie, plus solidaire, plus ouverte sur le monde

A l'heure où les citoyens européens vont envoyer de nouveaux députés au sein du Parlement, chacun pressent que nous vivons des moments particulièrement lourds de difficultés mais aussi déterminants pour notre propre avenir et pour celui de nos enfants.

Les signataires, membres d'Initiative de Chrétiens pour l'Europe, issus de pays de l'Union Européenne ou candidats à l'adhésion, lancent un appel : l'Evangile et les traditions qui s'en réclament nous proposent de déchiffrer ces signes des temps qui invitent à changer nos vies pour que puisse advenir une société plus humaine et respectueuse du bien-être de tous. Seule l'Europe unie peut répondre aux défis actuels en exprimant ses valeurs profondes de solidarité, de justice et de paix dans le monde. Prenons conscience de notre responsabilité personnelle dans la construction européenne.

Après une longue période d'incertitude, les Européens aspirent à se rassembler. En même temps, l'Europe est atteinte de plein fouet par la crise financière, économique et morale, autant que spirituelle, qui affecte aujourd'hui le monde entier. La confiance perdue ne reviendra qu'au prix d'un sursaut général dans lequel l'Europe a une place capitale à tenir, alors même que les institutions sont affaiblies par les aléas qui pèsent encore sur le processus de ratification du traité de Lisbonne.

La crise planétaire est une rude épreuve à traverser, spécialement pour les plus démunis parmi les hommes et les nations. Mais elle constitue en même temps une occasion unique de réorienter nos économies et opérer une mutation de nos comportements. Elle ouvre aussi à l'Europe la possibilité de s'affermir sur de nouvelles bases, à condition que nous maintenions en éveil notre capacité de résistance aux adversités, notre vigilance à préserver les valeurs qui forment depuis l'origine le terreau de cette construction originale au sein de l'humanité toute entière.

Mettons en œuvre dès que possible les dispositions du Traité de Lisbonne

Pour permettre à l'Europe, dans ce contexte de crise économique, de jouer pleinement son rôle sur la scène internationale et de se doter d'institutions démocratiques et efficaces, nous invitons tout d'abord nos gouvernements et les citoyens européens à soutenir l'entrée en vigueur du Traité adopté à Lisbonne par les chefs d'Etat et de gouvernement : il donne de réels moyens d'action et un fondement plus solide à la recherche en commun de solutions adaptées. Nous nous réjouissons à cet égard que l'Irlande ait accepté de reconsidérer son vote négatif.

Ce Traité, il faut le reconnaître, est d'une rédaction complexe et pas toujours accessible au lecteur non averti, comme tout texte issu de délibérations entre 27 pays ; pourtant, comme jamais auparavant, le traité prend des positions non ambiguës sur les valeurs fondamentales de l'Europe et entend doter l'Union européenne de processus permettant des décisions plus efficaces dans le contexte de l'Europe élargie. Ce même traité conditionne aussi la capacité de l'Union Européenne à être un pôle de stabilité, de solidarité et d'ouverture vers l'Est et vers le Sud.

Malgré l'absence de mention des racines chrétiennes de l'Europe, nous accueillons positivement les affirmations de ce traité qui sont, de fait, inspirées de la pensée et des valeurs chrétiennes. Ainsi, pour la première fois le traité expose explicitement que la dignité humaine est la première des valeurs de l'Europe, devant la liberté, la démocratie, l'égalité. Il rappelle que les objectifs de l'Union incluent la paix, le plein emploi, le développement durable, le commerce libre et équitable, l'élimination de la pauvreté, la protection des droits de l'Homme et le respect et le développement du droit international. La notion de solidarité – terme rarement utilisé en droit communautaire auparavant – y devient centrale.

La Charte des Droits Fondamentaux, qui forme un tout avec le traité, combine les droits fondamentaux classiques avec les droits sociaux; elle garantit ainsi, entre autres, l'accès à la sécurité sociale, à l'assistance sociale et au logement; elle garantit aussi la protection de la famille, les droits des enfants, des personnes âgées et des handicapés, le droit d'asile, les principes de bioéthique tels que l'interdiction du clonage reproductif, des pratiques eugéniques, de l'utilisation du corps humain à des fins commerciales, etc.

Le traité protège le statut des Eglises établies en Europe selon le droit national, il reconnaît leur identité et contribution spécifique, et invite l'Union à maintenir un dialogue ouvert et régulier avec elles.

Enfin, le traité prévoit entre autres le renforcement des pouvoirs du parlement européen et des parlements nationaux, une plus grande transparence, une participation plus directe des citoyens, un partage plus clair des compétences et un meilleur contrôle de la subsidiarité.

Parce qu'il renforce l'efficacité et la légitimité démocratique de l'Union, le traité donne à l'Europe la capacité à relever ce qui nous semble constituer trois défis majeurs des temps actuels, **la mondialisation, le changement climatique, l'évolution démographique.**

Pour faire face à la mondialisation de l'économie, construisons une Europe plus solidaire

La mondialisation des relations commerciales et financières a connu un essor foudroyant au cours des deux dernières décennies. Mais tous n'ont pas profité des fruits de la croissance, loin s'en faut. Chacun peut en effet observer aujourd'hui la défaillance d'un système dominé par une multiplication effrénée des instruments financiers, marquée par un manque de régulation, de transparence et de responsabilité des acteurs. De même observe-t-on la renaissance de tentations protectionnistes et, au sein même de l'Union Européenne, de réflexes du type chacun pour soi.

Pour éviter de tels déséquilibres, nous sommes plus instamment invités à mettre l'économie au service de l'homme et de tous les hommes. Ce qui signifie valoriser le travail humain, promouvoir l'entreprise et restaurer le rôle de l'Etat comme gardien de l'intérêt général. Le

modèle européen de l'économie sociale du marché doit être modernisé face aux nouvelles réalités. Sa vocation à réconcilier efficacité économique et justice sociale, égalité de chances pour tous et solidarité doit être renforcée. Cette solidarité ne peut s'arrêter aux frontières nationales, mais doit bénéficier de l'irremplaçable expérience communautaire acquise sur le terrain au fil des ans et se montrer plus audacieuse dans la défense des intérêts des plus vulnérables.

De ce fait et compte tenu de son rôle de grande puissance, l'Union Européenne a vocation à promouvoir une politique de régulation mondiale, soutenue par des structures internationales de gouvernance et par le renforcement des instruments de contrôle. Parmi ceux-ci, le FMI, l'OMC, le système des Nations Unies doivent jouer un rôle essentiel, tout en assurant aux pays émergents et aux pays pauvres, et spécialement ceux du continent africain, la part qui doit leur revenir dans les décisions.

Pour faire face au changement climatique, construisons une Europe plus respectueuse des générations futures

Un changement climatique majeur est en cours, les conséquences pour les générations futures sont manifestes et la responsabilité humaine est engagée. Comme chrétiens, nous croyons que la Création nous a été confiée par Dieu et que nous en sommes les « intendants » et les utilisateurs responsables. Pourtant les pays industrialisés et d'autres à leur suite adoptent encore des méthodes de production et un mode de vie qui conduisent à une exploitation effrénée des ressources disponibles. Nous le savons, les conséquences du changement climatique telles que les tempêtes, les inondations, ou les sécheresses touchent d'abord les pays pauvres et attisent les conflits pour l'accès à la nourriture et à l'eau.

Désormais il est admis et reconnu que cette situation ne peut être maîtrisée qu'au prix d'une réorientation de la croissance économique afin de réduire la consommation d'énergie et plus généralement des ressources naturelles non renouvelables. Seule l'Europe unie est à même d'engager les initiatives courageuses, mais nécessaires malgré la crise financière et économique. Nous saluons les décisions déjà prises à cet égard, mais pensons qu'il faut aller au-delà.

Chacun de nous est amené à contribuer personnellement à cet effort et à reconnaître qu'un autre mode de vie s'impose en particulier dans les pays industrialisés. Retrouver une certaine frugalité dans la consommation des biens et dans nos déplacements, c'est d'abord éviter un bouleversement écologique ; mais c'est aussi une chance à saisir pour nous détourner d'une vie trop matérialiste et nous ouvrir davantage à la richesse des relations interpersonnelles.

Pour faire face au défi démographique, construisons une Europe plus généreuse

Le troisième grand défi auquel sont confrontés la plupart des pays d'Europe, c'est le défi démographique que posent à la fois le vieillissement et la diminution de nos populations. Au plan international, l'Europe est aujourd'hui le continent le plus concerné. Parmi les conséquences socio-économiques de ces changements démographiques figurent la surcharge de nos systèmes sociaux, le manque de main d'œuvre à moyen terme, l'augmentation de la dépendance et de l'isolement social dus à l'âge, l'accroissement des conflits potentiels entre générations.

Les raisons de cette situation sont multiples, mais les réponses à ce défi supposent avant tout une attention accrue au bien-être des familles, cellules névralgiques de nos sociétés, et à celui des jeunes générations. Les pays membres, tout autant que l'Union européenne dans le cadre de ses compétences propres, doivent veiller à l'épanouissement de la vie familiale, la promouvoir, la protéger. Il s'agit de créer les conditions pour permettre aux parents de réaliser leur désir d'enfants et de concilier vie familiale et vie professionnelle.

A cette fin, l'ensemble des politiques doivent être mobilisées : santé, éducation, emploi ; c'est la société tout entière qui doit être sollicitée pour donner toutes leurs chances aux jeunes générations et valoriser le rôle des seniors.

Aujourd'hui trois quarts environ du taux de la croissance de population en Europe sont dus à l'immigration internationale. Ce phénomène d'immigration va se poursuivre du fait de la nécessité de compenser au moins partiellement le ralentissement démographique. Il importe donc d'engager nos sociétés à intégrer les migrants et à promouvoir davantage la diversité.

Plus généralement, les politiques de la famille ou de l'immigration ne peuvent être seulement dictées par des nécessités économiques. Le souci de l'immigration choisie ne saurait prévaloir sur le respect du droit de chacun à vivre en famille. Les enjeux de la politique d'immigration, tout comme ceux du maintien de la diversité ethnique, culturelle et religieuse de nos sociétés, touchent en général au sens de l'accueil et de l'hospitalité et nous engagent, particulièrement si nous sommes chrétiens.

Il faut l'admettre cependant, les institutions européennes ont pu sembler mettre en péril l'intégrité de la cellule familiale. Le risque existe de voir niée l'altérité des sexes et refusée toute différence entre les fonctions paternelles et maternelles. Il importe à cet égard, de souligner que ni les traités européens actuels, ni le traité de Lisbonne n'autorisent l'Union à légiférer en matière de droit de la famille et de droit à la vie : ils continuent à relever de la responsabilité exclusive des Etats.

Nous appelons en définitive tous les citoyens européens, et en particulier les chrétiens, à intervenir en toute responsabilité dans le débat démocratique européen

Citoyens européens, participons aux élections de juin 2009. Prenons conscience des enjeux de la construction européenne et mesurons l'espoir que celle-ci continue de représenter pour assurer la paix et la justice à l'échelle mondiale. Exigeons des diverses formations politiques qu'elles expriment pour ces élections une véritable vision européenne ; soutenons les candidats déterminés à défendre au parlement les politiques inspirées par le respect de la dignité humaine, dans la perspective d'une Europe plus solidaire, plus respectueuse des générations futures, plus généreuse. Electeurs responsables lors du prochain scrutin, restons insensibles aux slogans populistes. La construction européenne est à nouveau un enjeu central pour les Européens et le Parlement a, plus que les autres institutions communautaires, la mission d'incarner les citoyens.

Jamais autant qu'aujourd'hui la vocation de l'Union Européenne à être acteur de paix dans sa région et pour le monde n'a été aussi manifeste. Faisons en sorte qu'elle ne manque pas son rendez-vous avec l'histoire !